Position paper - Zala ČERNILEC TOMAŠIČ
BWS · 9e

Zala ČERNILEC TOMAŠIČ
Membre de la Commission Environnement, Climat et Sécurité alimentaire (ENVI) et du PPE

Eurodéputée slovène élue récemment lors des élections de 2024, je me suis engagée au sein du Parti Slovenska Demokratska Stranka, et, au Parlement européen, au sein du **PPE**. J'ai mis mon expertise au service de la commission **ITRE** puis **ENVI** pour promouvoir des systèmes résilients et autonomes. Je me suis engagée en faveur du secteur **automobile**, afin de trouver comment décarboner son industries, sans pour autant menacer sa compétitivité et son dynamisme, dans le but de se protéger de la concurrence déloyale de l'industrie chinoise. Mon parcours au sein du Parlement Européen, mon investissement dans la défense du secteur automobile et ainsi que le travail au sein des différentes commissions m'ont permis de comprendre quelles mesures l'Union devait porter pour atteindre ses objectifs climatiques **tout en gardant pragmatisme et efficacité** comme mots d'ordre. Avec le PPE, je soutiens un règlement non contraignant, accompagnant les entreprises, assurant une énergie, stable et bas carbone et garantissant aux Etats membres le choix de leur mix énergétique. Le règlement ne doit pas contraindre mais soutenir.

Pour une Union de l'énergie souveraine, compétitive et pragmatique

Si nous souhaitons donner les moyens à l'Union de faire face efficacement aux défis climatique, géopolitique et technique, nous devons doter le règlement sur l'Union de l'énergie de **mesures pratiques, pragmatiques et résilientes.**

Je soutiens d'abord la décarbonation du mix énergétique européen, passant par une reconnaissance du nucléaire comme faisant partie des énergies propres. Avec un rejet moyen de **6 à 10 g de Co2 par KWh**[1], le **nucléaire** reste une des énergies dotées des plus bas rejets de gaz à effet de serre. Je crois qu'au vu de l'urgence climatique et de souveraineté énergétique à laquelle nous faisons face, alors que nous **importons toujours 57%** [2] **de notre énergie consommée**, il est délétère d'opposer nucléaire et énergies renouvelables, qui n'est en fait qu'un débat sémantique. La maîtrise des technologies de production du nucléaire sont certes coûteuses et longues à mettre en place, mais une fois leur implantation réussie, **notre dépendance et notre souveraineté seront sauvegardées.**

Cette idée rejoint la nécessité d'assurer une capacité structurelle de nos industries à assurer notre souveraineté énergétique. La production d'énergie n'est pas qu'un enjeu comptable : il nous faut également les **capacités techniques et la maîtrise des technologies nous permettant de les produire.** A titre d'exemple, notre production du solaire est en forte dépendance vis à vis de l'importation de **panneaux solaires venant de Chine, puisque presque 98% d'entre eux en**

[1] Confusion sur les chiffres d'émissions de CO2 du nucléaire. *Sfen*. Online. Available from: https://www.sfen.org/rgn/confusion-chiffres-emissions-co2-nucleaire/ [Accessed 12 November 2026].

[2] hedding light on energy in the EU: Share of energy products in total energy available, [no date]. *Shedding light on energy in the EU: Share of energy products in total energy available*. Online. Available from: https://ec.europa.eu/eurostat/cache/interactive-publications/energy/2026/01/index.html?lang=en&simple=true [Accessed 12 November 2026].

proviennent[3]. Comment prétendre être indépendant sur le plan énergétique en produisant une énergie renouvelable et propre, alors que le moyen de production est aux mains d'une puissance rivale et parfois hostile. Il apparaît donc comme vital de se munir de **technologies, de savoir-faire et de ressources pour assurer une dépendance de longue durée**, non-sensible au bon vouloir d'un fournisseur de technologies stratégiques.

Néanmoins, la voie que nous devons emprunter doit garder comme cap la défense de la **neutralité technologique**. Je crois fondamentalement dans le rôle du marché dans l'émergence des solutions futures qui résoudrons nos problèmes. Ainsi, **je m'oppose à toute induction et tout favoritisme technologique concernant notre production d'énergie**. Ces dérives peuvent induire le marché et ainsi limiter sa capacité autorégulatrice et biaiser la concurrence entre ces technologies. La diversité des mix énergétiques européens, garantie par **l'article 194 du TFUE**, est particulièrement importante, chaque Etat investissant dans les technologies les plus adaptées à son territoire et ses besoins. Plus de 40% de l'électricité autrichienne provient de l'hydroélectricité[4], alors que 25% provient du solaire en Espagne[5]: **chacun profite de ses dotations et de ses caractéristiques propres.** En somme, l'Union doit rester neutre, pour permettre à chaque Etat et chaque entreprise de développer les sources d'énergie qui leur semblent les plus à même de correspondre aux besoins de chacun, tout en respectant nos objectifs de neutralité carbone.

Je ne crois fondamentalement pas à l'imposition de normes et de contrôles, qui, dans l'absolu, ne produisent pas de résultat et ne constituent que des freins et des limitations pour les Etats membres, dont les positions sont parfois difficiles à concilier. **Ce ne sera pas en bridant**, mais en **accompagnant les États et en soutenant l'investissement** que nous parviendrons à réellement faire évoluer nos mix énergétiques.

Finalement, je crois qu'il est important de souligner l'importance de la **flexibilité** et de la résilience de notre Union. Nous l'avons lors de la guerre en Ukraine, qui a causé une flambée des prix de l'électricité et du gaz, atteignant 460 euro le MWh d'électricité en moyenne en août 2022[6], mettant en danger aussi bien les consommateurs que les entreprises. Face aux nombreuses crises auxquelles nous devons faire face, des mécanismes **d'ajustement de nos objectifs, de nos dépenses, de nos interconnexions, devraient devenir la norme pour permettre à l'Union de plier, mais ne pas rompre.**

<u>Mes recommandations pour un règlement ou liberté et progrès sont maître-mots</u>

Je tiens tout d'abord à saluer le travail de la Commission, qui, dans l'ensemble traduit d'une réelle conscience des enjeux auxquels nous devons répondre. J'ai cependant constaté quelques domaines qui mériteraient un changement ou une refonte plus profonde.

---

[3] hedding light on energy in the EU: Share of energy products in total energy available, [no date]. *Shedding light on energy in the EU: Share of energy products in total energy available*. Online. Available from: https://ec.europa.eu/eurostat/cache/interactive-publications/energy/2026/01/index.html?lang=en&simple=true [Accessed 12 November 2026].

[4] Mix Électrique et Énergétique de Autriche 2025-2026 | Low-Carbon Power, [no date]. . Online. Available from: https://lowcarbonpower.org/fr/region/Autriche [Accessed 12 November 2026].

[5] Mix Électrique et Énergétique de Espagne 2025-2026 | Low-Carbon Power, [no date]. . Online. Available from: https://lowcarbonpower.org/fr/region/Espagne [Accessed 12 November 2026].

[6] Dashboard for energy prices in the EU and main trading partners 2024 - European Commission. Online. Available from: https://energy.ec.europa.eu/data-and-analysis/energy-prices-and-costs-europe/dashboard-energy-prices-eu-and-main-trading-partners-2024_en [Accessed 12 November 2026].

Dans la continuité de mon soutien à la reconnaissance de l'énergie nucléaire comme étant l'une des voies possibles pour atteindre la décarbonation, je souhaiterais revenir sur **l'article 5**, dont le paragraphe a), 3), me semble limiter artificiellement la place du nucléaire dans les choix de chacun. L'article propose d'inclure **12% de nucléaire dans le total des énergies renouvelables** des pays membres, seuil qui me semble trop bas pour répondre à l'urgence énergétique à laquelle nous faisons face. De plus, il me semble quelque peu hypocrite de ne donner qu'une si faible part au nucléaire dans la part des énergies propres : le nucléaire rejette, comme exposé précédemment, **autant de CO2 que d'autres sources comme l'éolien ou le solaire, si ce n'est moins** (respectivement 6 à 10g de CO2/KWh pour le nucléaire, 11g pour l'éolien et 48g pour le solaire[7]). Ainsi, je propose simplement de **décloisonner ce plafond, afin de permettre à chaque pays de choisir** quelle énergie propre il souhaite utiliser sur son territoire. Dans la continuité de cette idée, je souhaite également allonger la période de **reconnaissance du nucléaire au-delà de 2030**, un horizon de temps bien trop court étant donné les investissements importants et longs à réaliser pour développer cette énergie.

Pour faire de l'Europe une zone économique et politique réellement souveraine, il nous faut ensuite être capable **d'identifier avec précision les sources de notre dépendance**. C'est pour cela que je compte revenir sur **l'article 27**, relatif à l'indicateur de dépendance énergétique de l'Union. Si la majorité des mesures qu'il préconise sont tout à fait pertinentes, il me semble primordiale d'y agréger un indicateur de dépendance aux technologies nécessaires à notre production d'énergie. **L'Europe n'est pas une zone où l'on peut extraire des métaux et terres rares et nous ne disposons pas des connaissances techniques afin de réaliser nous-mêmes la production de certaines technologies**. L'Europe importe **95%** de ses besoins en **terres rares**, quasiment exclusivement à la Chine, ne possédant ni les capacités d'extraction, ni celles de traitement[8]. Pour prendre en compte l'ensemble des aspects de notre dépendance, il conviendrait de rendre cet indicateur plus spécifique sur cette question.

Il me semble enfin nécessaire de revenir sur les **articles 20, 22 et 31 relatifs aux reportings annuels** que feraient les Etats Membres sur les avancements nationaux en matière d'énergie et de climat. En effet, les différents reportings à rendre par les Etats-membres ajoutent une **couche administrative supplémentaire** alors que cela pourrait être simplifié. Ce souhait s'inscrit dans la continuité de mon travail parlementaire et j'ai déjà mentionné plusieurs paramètres nécessaires à cette simplification. D'abord il s'agirait de faire des **reportings de véritable indices de compétitivité** et ainsi se concentrer sur les performances des Etats membres, jugés plutôt sur les résultats produits que sur des projets à venir. Ensuite il faudrait inclure une clause de révision (tous les 3 à 5 ans) c'est-a-dire que la **Commission serait obligée de présenter un bilan** sur ces reportings. La question serait de savoir s'ils sont réellement utiles, s'ils ne sont pas trop lourds pour les plus petites entreprises ou si les données n'existent déjà pas ailleurs. Et enfin appliquer véritablement le principe de "**once-only**". Il s'appuie sur les données déjà existantes, collectées soit par l'Etat membre soit par la Commission et interconnecte les dossiers pour éviter de demander à chaque fois une donnée qui a déjà été saisie. Cela est possible à l'aide d'un **guichet unique** pour éviter aux Etats membres plusieurs rapports à différentes institutions comme cela est déjà fait pour la TVA pour le commerce en ligne avec le guichet unique pour les importations.

---

[7] Émissions de CO2 par source d'énergie : tableau comparatif gCO2/kWh, 2021. *Selectra Climate Consulting*. Online. Available from: https://climate.selectra.com/fr/empreinte-carbone/energie [Accessed 12 November 2026].

[8] L'Europe est-elle en train de perdre la course aux terres rares ?, 10:29:33 +01:00. *euronews*. Online. Available from: https://fr.euronews.com/2026/01/27/leurope-est-elle-en-train-de-perdre-la-course-aux-terres-rares [Accessed 12 November 2026].